

Le patrimoine culturel archéologique en France et la « carte archéologique nationale »

L'état a pour mission de recenser de toutes les découvertes archéologiques faites en France, de les localiser et d'en dresser l'inventaire. On appelle « Carte archéologique nationale » cet inventaire du patrimoine culturel archéologique français sous forme d'« entités archéologiques¹ » (E.A.). Fin 2016 on compte en France plus de 560 000 E.A. dont 60 000 en région Occitanie.

Cet inventaire archéologique est établi par l'État avec le concours des collectivités locales et des organismes de recherche, d'après les publications archéologiques (publications depuis le début du 19^e siècle), les rapports d'opérations archéologiques (rapports depuis la promulgation de la loi de 1941) et les signalisations de découvertes fortuites (déclaration au préfet de région).

D'abord fichier manuel (1945), elle a été informatisée à partir de 1978 puis couplée à un Système d'Information Géographique en 2002. Son prochain développement (2018 ?) rendra les données accessibles sur internet (accès restreint). L'application informatique de la carte archéologique nationale a été nommée « PATRIARCHE » pour PATRIimoine ARCHEologique.

La communication des données de la carte archéologique nationale (Patriarche) est réglementée par les articles R. 522-3 à R. 522-6. du code du patrimoine.

Art. R. 522-3. – La carte archéologique nationale comporte :

1° Des éléments généraux de connaissance et de localisation du patrimoine archéologique pouvant être utilisés par les autorités compétentes pour délivrer les autorisations de travaux et permettant l'information du public ;

2° L'état complet de l'inventaire informatisé des connaissances et de la localisation du patrimoine archéologique.

Art. R. 522-4. – Les éléments généraux de connaissance et de localisation du patrimoine archéologique sont communiqués par le préfet de région ou, pour le domaine public maritime, par le service chargé des recherches sous-marines, sur leur demande, aux autorités administratives chargées de l'élaboration des documents d'urbanisme ou de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux susceptibles d'affecter le patrimoine archéologique. Ils peuvent également être consultés à la direction régionale des affaires culturelles territorialement compétente ou, pour le domaine public maritime, auprès du service précité, par toute personne qui en fait la demande.

Art. R. 522-5. – L'état complet de l'inventaire informatisé des connaissances et de la localisation du patrimoine archéologique est accessible aux agents de l'État, de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, des services archéologiques et des autres services patrimoniaux des collectivités territoriales, à tout titulaire de l'agrément régi par la section 4 du présent chapitre ainsi qu'aux enseignants et chercheurs des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche, pour l'exercice de leurs missions. Il est également communiqué aux personnes justifiant qu'elles effectuent une recherche scientifique. Les informations concernant une parcelle cadastrale sont en outre accessibles au propriétaire de celle-ci ou à la personne mandatée par lui, s'ils font état d'un projet de travaux susceptibles d'affecter le patrimoine archéologique.

Le code du patrimoine distingue ainsi deux niveaux de communication des données de la carte archéologique et leurs destinataires, sous réserve des exigences liées à la préservation du patrimoine archéologique (art. L. 522-6 du code du patrimoine). Cette exigence de préservation du patrimoine culturel archéologique s'applique aussi aux personnes ou organismes qui reçoivent communication de ces données.

¹ - Une Entité Archéologique est un ensemble cohérent de vestiges archéologiques limités dans l'espace et dans le temps. . Un « site archéologique » est un endroit limité dans l'espace où l'on trouve des vestiges archéologiques d'une ou plusieurs époques différentes (= une ou plusieurs E.A.).